

# dial

## diffusion de l'information sur l'Amérique latine

43 TER, RUE DE LA GLACIÈRE - 75013 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 43.36.93.13 - FAX. (1) 43.31.19.83

Hebdomadaire - n° 1780 - 10 juin 1993 - 3,50 F

### D 1780 EL SALVADOR: LES GOUVERNEMENTS REAGAN ET BUSH EN POSITION D'ACCUSÉS

Avec la publication du rapport de la Commission de la vérité de l'ONU sur les années de guerre civile (cf. DIAL D 1774), l'heure est venue de l'établissement des responsabilités. Outre la guérilla, l'armée, les gouvernements de l'époque et l'appareil judiciaire d'El Salvador, les gouvernements nord-américains de l'époque sont désormais eux aussi sur la sellette. Sous le président Reagan tout spécialement, la stratégie de contention du communisme en Amérique centrale se solde par un bilan extrêmement lourd tant humainement que financièrement et moralement. En témoigne le document ci-dessous tiré du bulletin **Carta a las Iglesias** du 16-30 avril 1993.

Note DIAL

### LE RAPPORT DE LA COMMISSION DE LA VÉRITÉ ET LE GOUVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS

(Intertitres de DIAL)

Dans des commentaires antérieurs (1) nous avons insisté sur la nécessité pour tous les Salvadoriens de lire et de méditer le rapport de la Commission de la vérité. Mais il est également important qu'il soit lu ailleurs, en particulier dans les pays du premier monde. Il y a à cela trois bonnes raisons.

#### (L'image inversée du premier monde)

La première est sa responsabilité évidente et directe, à un degré plus ou moins important, dans les faits décrits par le rapport, ainsi que sa non moins évidente obligation morale de réparation. La deuxième raison est que les pays du premier monde ne s'empressent pas de tranquilliser leur conscience en se réjouissant de ce que la vérité sur El Salvador soit enfin dite, tout en rejetant la culpabilité des horreurs sur les seuls Salvadoriens - le tiers-monde, tout compte fait - comme si le premier monde n'était en rien concerné, en dépit de ses impératifs géopolitiques à son seul profit, de ses politiques économiques et militaires, sans parler du commerce lucratif des ventes d'armes. Et la troisième raison, c'est que, comme le répétait Ignacio Ellacuría, le tiers-monde renvoie au premier monde, comme dans un miroir, l'image inversée de ce qu'il produit. C'est pourquoi, si les pays de l'abondance veulent se connaître eux-mêmes, par delà les discussions politiques sur la démocratie, le socialisme défunt ou la nouvelle Europe, par delà les discussions philosophiques sur la modernité ou la post-modernité, et par delà les discussions ecclésiastiques pour ou contre le nouveau catéchisme, il serait bon qu'ils lisent le rapport. Peut-être est-ce ainsi - et probablement est-ce seulement ainsi - que le premier monde parviendra à pressentir sa vérité fondamentale.

Ceci est particulièrement important aux Etats-Unis et c'est pourquoi nous allons l'analyser un peu plus en détail.

### (La responsabilité particulière du gouvernement nord-américain)

Pour commencer il est évident que les gouvernements Reagan et Bush ont été directement responsables d'une grande partie de ce que présente le rapport. L'aide financière au gouvernement salvadorien (le fameux million de dollars quotidien), l'aide diplomatique (la pression exercée sur des gouvernements latino-américains et européens) et l'aide militaire (l'entraînement des bataillons de type Atlacatl, la présence de conseillers militaires dans le pays) ont été des aides très importantes - directement ou indirectement - pour qu'aient pu être pratiquées les horreurs que raconte le rapport.

En plus de leur responsabilité dans cette forme de violence, ces deux gouvernements sont également responsables d'un ignoble **cover up**, c'est-à-dire la dissimulation de ces cas d'horreurs et, même, leur sacralisation. Pour parler de la sacralisation, celle-ci a été mise en oeuvre quand les présidents des Etats-Unis ont utilisé le nom de Dieu - si souvent en vain - dans des discours dans lesquels ils demandaient une aide injuste pour une guerre cruelle, ou témoignaient - en mentant - que les droits de l'homme faisaient des progrès en El Salvador (2). Cette sacralisation a également été menée à terme grâce à la technique bien connue consistant à faire de cette guerre une croisade anticommuniste - démocratique et chrétienne - comme vient de le rappeler ouvertement le député R.G. Torricelli dans une déclaration faite le 16 mars dernier devant un sous-comité du Congrès: "*Nous savons désormais ce que nombre d'entre nous suspectaient. Ces attestations n'avaient aucune crédibilité. Au lieu de s'en servir, comme initialement prévu, pour faire pression sur le gouvernement d'El Salvador, l'administration Reagan, en niant que les abus continuaient, s'en est servi pour supprimer ces pressions. Le Congrès avait donné des instruments à l'administration pour prévenir les abus et s'y opposer, mais l'administration Reagan, de façon tragique, a préféré tout voir sous le prisme de la cause anticommuniste comme justification de ces abus.*"

### (La dissimulation)

Venons-en à la dissimulation. C'est le lieu de rappeler comment, presque toujours, l'ambassade et le gouvernement des Etats-Unis ont apporté leur soutien au discours officiel du gouvernement et des forces armées d'El Salvador, et comment ils ont combattu et essayé de discréditer l'autre bord, y compris l'organisme Tutelle légale de l'archevêché de San Salvador.

Rappelons ici, pour leur caractère exemplaire, quelques-unes des réactions de très hauts fonctionnaires nord-américains devant des crimes répugnants.

Le 2 décembre 1980, quatre missionnaires nord-américaines étaient assassinées(3). Le secrétaire d'Etat de l'époque, Alexander Haig, a déclaré le 18 mars 1981 devant le comité des relations extérieures du Congrès nord-américain que, "*à ce qu'il semble, le véhicule dans lequel se déplaçaient les religieuses a peut-être franchi accidentellement un barrage de police*".

Le 10 décembre 1981, le bataillon Atlacatl se livrait au massacre d'El Mozote au cours duquel, conformément au rapport de la Commission de la vérité, des centaines de personnes avaient été "*exécutées de façon systématique et délibérée*". (4) Le 8 février 1982, Thomas Enders, assistant du secrétaire d'Etat pour les affaires latino-américaines, a déclaré devant le comité des relations extérieures du Congrès nord-américain que, alors qu'à l'évidence il y a eu affrontement militaire entre les forces du gouvernement et celles de la guérilla, "*il n'y a aucune évidence que des forces gouvernementales aient systématiquement massacré la population civile*".

Et Elliott Abrams, assistant du secrétaire aux droits de l'homme, a déclaré que "à ce qu'il semble, c'était un incident dont on peut dire, pour le moins, qu'il est manipulé par la guérilla".

Le 16 novembre 1989, le Bataillon Atlacatl assassinait six jésuites et deux employés de l'Université centro-américaine (5). William Walker, l'ambassadeur des Etats-Unis à San Salvador, n'a trouvé à faire comme commentaire, lors d'une conférence de presse quelques jours plus tard, que ceci: "Nous sommes en guerre. C'est la bataille, la mort... Je crois que le président Cristiani est pressé de tous les côtés... Je crois qu'il se passe des choses qu'il aimerait mieux ne pas voir se passer..."

Voilà comment, pour ne citer que quelques exemples, se sont exprimés de très hauts fonctionnaires nord-américains pour camoufler la barbarie que leurs gouvernements ont financée. Il s'agit bien d'une dissimulation de principe, éhontée, grossière et, bien entendu, hypocrite et indigne de la part de ceux qui nous recommandent avant tout la démocratie et ses valeurs.

#### (D'autres voix nord-américaines)

A l'heure actuelle, avec les révélations du rapport de la Commission de la vérité - et sous une nouvelle administration démocrate - quelques-uns, heureusement, reconnaissent la grave responsabilité de leur gouvernement. Ainsi parle le député Torricelli: "Alors que se produisaient quelques-unes des plus graves violations des droits de l'homme, l'administration Reagan certifiait qu'il y avait en El Salvador des progrès en matière de ces droits, et elle accordait une aide financière abondante aux forces armées que la Commission de la vérité a identifiées comme étant les principales responsables de "la grande majorité des abus"."

La reconnaissance de la faute est une bonne chose, car c'est le premier pas de la conversion. En l'occurrence, le gouvernement des Etats-Unis doit réparation, une réparation dont l'ampleur est à mesurer à l'ampleur de mort et de destruction qu'il a favorisée. Il doit également réparation à son propre peuple pour lui avoir menti, en commençant par les familles de Nord-Américains - qu'on se rappelle, entre autres, des quatre religieuses - assassinés grâce à des ressources nord-américaines, et sur la mort desquels on a menti à satiété aux familles.

D'autres ont parlé et agi différemment. Depuis des années le député Moakley s'est battu pour que vérité soit faite (6) et voici deux ans, à l'Université centroaméricaine, il a intimé le général Ponce à dire une bonne fois la vérité. A l'heure actuelle, à ce qu'il semble, la nouvelle administration Clinton est prête à l'accepter. Cependant, pour que ce désir se concrétise, il faudrait faciliter l'accès aux archives secrètes, suspendre l'aide militaire et la transformer en aide économique au pays par le biais, en particulier, des organisations non gouvernementales. Cette étape est nécessaire et juste pour faire de la vie là ou il y a eu destruction et mort. Une étape qui sera bénéfique pour tous, ici, en El Salvador, et là-bas, aux Etats-Unis.

---

(1) Cf. DIAL D 1770 (NdT). (2) Cf. DIAL D 721, 745, 801, 855, 861 et 911 (NdT).

(3) Cf. DIAL D 682 (NdT). (4) Cf. DIAL D 765 et 1774 (NdT). (5) Cf. DIAL D 1772 (NdT).

(6) Cf. DIAL D 1519 et 1581 (NdT).

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 385 F - Etranger 430 F. Avion Am. latine 500 F - USA-Canada-Afrique 470 F  
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL  
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN 0399-6441